



Ukraine : la messe n'est-elle pas déjà dite ?

Hervé RAMEAU | Général de division aérienne (2S). Fondateur et gérant de HR Consulting, analyse en géopolitique, Défense, et questions de société.

En Ukraine, après 9 mois de conflit, on peine à dessiner une issue. Sur le terrain, les forces militaires en présence semblent se neutraliser, malgré une dynamique récente en faveur de l'Ukraine.

États des lieux de la guerre en Ukraine

Situation sur le champ de bataille

Le soutien, en particulier américain, dans les domaines du renseignement, des équipements et de la formation, a significativement renforcé les capacités ukrainiennes, ce qui leur a permis de stabiliser les fronts à l'est et dans la province de Kherson, avant de regagner du terrain.

L'armée russe, bousculée par des insuffisances doctrinales, tactiques, logistiques, d'équipement et de formation, n'a pas obtenu l'effet escompté malgré des pertes importantes. Elle a dû recourir à la mobilisation de plus de 300 000 soldats supplémentaires et à des fournisseurs d'armes étrangers.

Pour autant, malgré la remarquable résilience de sa population et de ses militaires, l'armée ukrainienne n'est pas en position de force suffisante pour repousser la Russie dans ses frontières. À titre d'exemple, le rapport quantitatif entre moyens aériens de combat russes et ukrainiens est d'un facteur 10 environ.

Situation dans le champ diplomatique

Diplomatiquement, on ne distingue pas d'évolution significative depuis le début du conflit. L'Ukraine bénéficie toujours d'un important soutien international, en particulier de la part de l'occident. En parallèle, l'isolement de la Russie ne s'est pas accru, et au-delà du soutien explicite de quelques États, elle conserve la neutralité bienveillante de la Chine, et celle de nombreuses nations qui ne souhaitent pas prendre parti. Pour certaines d'entre elles, la Russie reste un partenaire stratégique, fournisseur incontournable d'hydrocarbures, d'armement, de produits alimentaires



et autres matières premières. D'autre part, les régimes autoritaires souvent tancés par les démocraties occidentales sur le thème des libertés individuelles et des droits humains, observent avec intérêt l'émergence d'une alternative politique qui soit moins intrusive dans ce qu'ils considèrent relever de leurs affaires intérieures. Enfin, d'autres considèrent que ce conflit ne les concerne pas, et évitent une prise de position qui pourrait jouer à leur détriment.

Situation économique

Les sanctions internationales prises contre la Russie pèsent indéniablement sur la production de richesse, sur la capacité de l'outil industriel qui se trouve privé de certains approvisionnements, et sur un système bancaire affaibli par les mesures d'exclusion des outils de la finance internationale. Mais les effets n'atteignent pas les niveaux escomptés, car les politiques de résilience développées depuis 2014 par la Russie ont porté des fruits. Ainsi, le FMI a revu ses estimations de baisse du PIB à 3,4 % pour 2022, alors que ses prévisions initiales étaient de 6 %.

De plus, l'augmentation des prix des hydrocarbures et leur exportation vers des marchés alternatifs, fussent-ils à prix cassés, ont, pour partie, compensé l'arrêt quasi total des livraisons de gaz à l'Union européenne (UE).

Dans le même temps, ce conflit a considérablement dégradé les perspectives économiques de nombreux pays de la planète, et notamment celles de l'UE. La pénurie énergétique et la reprise d'une forte inflation, lesquelles menacent par ailleurs la cohésion au sein de l'Union européenne, rééquilibrent d'une certaine façon le prix payé par la Russie du fait des sanctions, et privent ainsi les émetteurs européens de ces sanctions d'avantages comparatifs.

Projections dans les court et moyen termes

La probabilité de voir la situation militaire évoluer significativement est très faible. L'hiver contribuera à geler les fronts, et les Russes bénéficieront d'une posture défensive qui les rendra difficiles à déloger.

Par ailleurs, la vie quotidienne pourrait se durcir significativement pour la population ukrainienne. La campagne d'attrition des moyens de production électrique conduite par la Russie, qui pourrait s'étendre à d'autres infrastructures vitales du pays si la partie russe devait le juger nécessaire, aura des effets. La résilience de la population ukrainienne n'en sera pas nécessairement disloquée, elle sera néanmoins mise à l'épreuve par des conditions de vie économiques et sociales très dégradées. L'Union européenne, malgré ses propres difficultés, sera mise à contribution pour accueillir de nouveaux réfugiés et fournir de l'énergie à l'Ukraine, avec un risque de lassitude des opinions publiques susceptible d'entraîner un étiolement de la solidarité.



L'Ukraine, quant à elle, ne peut pas menacer le territoire russe, hormis mener quelques actions ponctuelles, car elle n'en a pas les moyens militaires, et ses soutiens occidentaux se sont bien gardés de lui procurer de telles capacités. Il est d'ailleurs probable que l'Ukraine soit fortement invitée par ses alliés à ne réaliser aucune frappe sur le territoire de la fédération de Russie.

Si la mobilisation de la nation ukrainienne confère à son armée quelques avantages en comparaison des forces russes, qu'il s'agisse du nombre de soldats mobilisés, du soutien des populations locales, ou encore du moral des troupes, elle n'en reste pas moins dépendante de l'aide reçue sur de nombreux aspects évoqués précédemment.

Si elle ne reçoit que le soutien et les moyens lui permettant de stabiliser les positions, le gel de la situation militaire s'imposera de fait. Seul un délitement généralisé de l'armée russe pourrait modifier cet équilibre, mais malgré les nombreuses lacunes montrées, rien ne laisse présager une évolution de cette nature.

Or, le soutien occidental pourrait devenir plus compté pour cause d'intérêts bien compris. En effet, pour Vladimir Poutine, la survie exige de conserver *a minima* la souveraineté sur le Donbass, la Crimée, et l'espace qui les relie. Si la Russie devait être frappée sur son sol, et mise en état d'infériorité au point de devoir céder les territoires occupés, l'escalade serait probablement inévitable, et pourrait être nucléaire.

Cette dernière option est jugée improbable par nombre d'experts pour l'effet d'isolement qu'elle pourrait générer pour la Russie, et pour le risque de rétorsions massives qui pourraient s'en suivre ; mais pour Vladimir Poutine, l'isolement est sans aucun doute perçu comme préférable à sa destitution.

Par ailleurs, l'emploi d'une arme nucléaire tactique, utilisée dans un cadre assimilable à « une frappe d'ultime avertissement », pourrait être précédé d'une série d'événements permettant à la Russie d'invoquer la défense de ses intérêts vitaux. Par exemple, on peut imaginer des attentats sur des objectifs hautement stratégiques en Russie. Dans un tel contexte, et au-delà d'une condamnation de principe, bon nombre de pays pourraient choisir de conserver leur neutralité tout en appelant à la négociation immédiate.

Certes, une telle fuite en avant pourrait se heurter aux freins internes que la décision d'emploi d'une arme nucléaire pourrait générer parmi les acteurs du processus de mise en œuvre. Mais l'opacité des mécanismes d'engagement nucléaire, tout particulièrement au sein de l'appareil poutinien, rend cette hypothèse hautement spéculative.

Les États Unis, la France et la Grande Bretagne, puissances nucléaires, ne courront pas le risque d'une telle escalade dont personne ne peut prévoir l'issue. Leur soutien militaire à l'Ukraine risque donc d'être dorénavant « piloté » de telle



sorte que sur le terrain, Russie et Ukraine se neutralisent, avec pour corollaire un gel relatif des positions. En revanche, un effort important sera fait en matière de défense aérienne pour garantir une meilleure protection des forces ukrainiennes et de l'ouest du pays.

Ce gel s'accompagnera probablement de périodes de reprises locales des hostilités qui ne permettront pas à la Russie d'abaisser son effort de guerre, et contribueront à l'affaiblir militairement et économiquement.

La récente conférence sur la reconstruction de l'Ukraine, organisée par l'Allemagne au titre de sa présidence du G7, peut être interprétée comme un signe de cette volonté de voir la situation se stabiliser. Quel serait le sens d'une initiative de cette nature dans une perspective durable de frappes Russes sur l'Ukraine ?

Des négociations sont-elles à envisager ?

Une telle situation d'équilibre milite, en général, pour qu'une négociation entre les parties s'établisse. Dans le cas présent, la Russie serait probablement prête à débiter des négociations qui reconnaissent son autorité sur les territoires conquis. Ce serait toutefois parfaitement inacceptable pour une Ukraine revigorée par ses récents succès et assurée d'un soutien occidental suffisant pour ne pas être contrainte à la défaite.

Par ailleurs, l'Occident ne peut pas explicitement appeler l'Ukraine à négocier avec la Russie sur la base d'une amputation significative de son territoire, car le message envoyé serait très négatif puisqu'il légitimerait la préemption de territoires souverains par la force. Pour autant, cette neutralisation réciproque serait probablement bien reçue par une bonne partie de la communauté internationale.

La Chine n'a aucun intérêt à tirer d'une escalade qui pourrait la contraindre à sortir de sa neutralité ambiguë. De plus, le maintien d'un Vladimir Poutine affaibli au Kremlin lui garantirait une certaine stabilité dans les relations sino-russes, accompagnée d'une dépendance accrue de la Russie qui regorge de matières premières stratégiques pour Pékin. La Chine pourrait donc proposer ses services pour jouer un rôle de médiateur.

L'Inde a un partenariat stratégique et historique avec la Russie. Elle est en particulier très dépendante de la Russie pour ses équipements militaires et leur maintenance, et la situation actuelle l'inquiète au plus haut point. Elle a donc tout intérêt à une stabilisation de la situation qui n'affecte pas le complexe militaro-industriel de la Russie.

La Turquie a déjà offert ses services pour contribuer à une médiation, avec un certain succès sur le volet des exportations céréalières ukrainiennes. Riveraine de la mer Noire, comme la Russie et l'Ukraine, elle a tout intérêt à une stabilisation du conflit qui repousserait le risque d'escalade et ses conséquences. Rivale de la

Russie sur plusieurs théâtres, elle peut, comme la Chine, tirer bénéfice d'une Russie affaiblie.

L'Égypte, ainsi que plusieurs pays africains entretenant des relations de dépendance vis-à-vis de la Russie, trouverait également son intérêt dans un gel de la situation.

Devant cette conjonction d'intérêts d'une majorité des états de la planète, l'Ukraine est totalement impuissante. Pour le moyen terme, il est donc assez probable que la « messe soit dite », et que la situation se gèle autour des positions actuelles, sans que ne s'ouvrent pour autant des négociations.

Quelles perspectives de plus long terme ?

Les inconnues sont nombreuses. L'économie et la machine industrielle de guerre russe réussiront-elles à suffisamment contourner le régime de sanctions pour trouver un équilibre durable ? Ce n'est pas exclu si l'on regarde les cas iranien et nord-coréen, d'autant que de nombreux pays de la planète y ont intérêt ; mais ce n'est pas certain. En cas de dégradation excessive du contrat social en Russie, la survie de Vladimir Poutine serait menacée, avec son cortège d'incertitudes.

La cohésion de l'UE face à la Russie sera-t-elle suffisamment forte pour supporter les crises énergétiques et économiques auxquelles les effets de la guerre en Ukraine la confrontent ? L'Allemagne fait cavalier seul sur plusieurs dossiers, et suscite la crainte de compromissions avec la Chine. Certains États membres de l'UE pourraient être tentés de reprendre des relations avec la Russie pour résoudre leurs problèmes de coûts et volumes d'approvisionnement énergétiques. Dans cette hypothèse, la Russie sortirait renforcée sur la scène mondiale et l'UE affaiblie.

La prochaine élection présidentielle aux États-Unis, en 2024, va-t-elle consolider l'Alliance atlantique, ou consacrer un désengagement américain ? La priorité du pivot asiatique des États-Unis pourrait laisser l'Europe face à l'inconséquence de ses orientations stratégiques.

En cas d'irruption d'une autre crise majeure dans une autre région du globe, qu'il s'agisse, par exemple, de Taïwan ou de la Corée du Nord, la conjonction d'intérêts pour une stabilisation de la situation ukrainienne ne serait-elle pas remise en cause ? Certains États n'auraient-ils pas, tout au contraire, intérêt à attiser une résurgence de ce conflit pour y fixer des moyens militaires occidentaux qui, dès lors, ne pourraient plus être déployés ailleurs ?

Quels effets l'acquisition d'une capacité nucléaire par l'Iran, hypothèse qui n'est en rien farfelue, pourrait-elle produire ? Un conflit généralisé au Moyen-Orient, espace vital pour l'approvisionnement mondial en hydrocarbures dans un contexte de sanctions sur la production russe, aurait évidemment des répercussions



planétaires. Autant de questions et d'incertitudes qui limitent la capacité à visualiser l'évolution du conflit russo-ukrainien sur le long terme, mais qui mettent en exergue la montée des risques de crises autour de la planète, et militent en conséquence pour une prise de conscience européenne de la nécessité de développer une autonomie stratégique. ♦